

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 56 (1964)
Heft: 1

Artikel: Le clavaire du peuple espagnol
Autor: Tomás, Pascual
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385309>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le calvaire du peuple espagnol

Par Pascual Tomás

De nombreux Etats sont actuellement engagés dans le cul-de-sac de la dictature plus ou moins avouée. Même parmi ceux qui accédèrent récemment à l'indépendance nationale, la tendance à recourir aux méthodes de gouvernement totalitaire s'accroît de façon inquiétante. On comprend dans ces circonstances que les dernières survivances de la dictature personnelle en Espagne et au Portugal, ou plus ou moins collégiale dans les pays communistes de notre vieille Europe, semblent vouées à l'oubli progressif. Le souci de développer la coexistence pacifique des régimes les plus disparates dans la collaboration internationale explique d'autant mieux ce courant que l'Organisation des Nations Unies ne dispose pas des moyens pratiques de s'opposer valablement aux systèmes rétrogrades et que la grande politique, opportuniste de nature, s'engage trop volontiers dans des accommodements louches avec les dictatures les plus avérées, telle que celle de l'Espagne franquiste. On comprend dès lors la désespérance des démocrates de ce pays, qui luttent héroïquement depuis une trentaine d'années pour le retour à la démocratie avec l'impression d'être abandonnés à leur sort par les pays indépendants et libres de notre continent. Il est nécessaire cependant de leur rappeler que la presse en général et l'opinion publique condamnent sans équivoque ces survivances primitives. Bien qu'il ne dispose pas de moyen direct d'intervention capable de libérer le peuple espagnol de ses chaînes, le syndicalisme libre se distingue dans ses appels répétés à l'opinion publique. Il recourt aux grandes institutions internationales pour défendre les droits de l'homme, spécialement la liberté syndicale. Nos organisations organisent des actions de solidarité efficaces en faveur des grévistes des Asturies, par exemple, qui n'ont pas craint de s'exposer aux terribles représailles d'un gouvernement voué à l'arbitraire. Elles imposent l'égalité de droit des émigrés occupés dans le pays, bien qu'une minorité encore ait adhéré à l'organisation syndicale. La *Revue syndicale suisse* ouvre ses colonnes au valeureux lutteur du syndicalisme libre espagnol en exil, dont la passion démocratique, la loyauté et la compétence sont universellement appréciées. Nous voulons espérer que nos lecteurs liront cet exposé et feront leur profit de cet appel angoué à la conscience universelle.

Réd.

Dans les Etats dont la Constitution émane de la volonté nationale, et assure par là même à tous les citoyens *également* le libre exercice de leurs droits naturels d'êtres humains, défendre, propager les principes moraux de la liberté sur le plan individuel, et ceux de la démocratie sur le plan collectif, constitue une tâche que l'on peut, que l'on doit accomplir à tout instant et en tout lieu.

Défendre ces mêmes principes de liberté et de démocratie chez les peuples soumis par la force à une dictature politique — rouge ou noire, peu importe — exige, des citoyens qui se font l'apôtre de la cause du respect et de l'épanouissement de la personne humaine, une compréhension profonde de la solidarité entre tous les hommes, jointe à la volonté de se vouer sans réserve au bien commun.

C'est dans cette atmosphère de drame et de ferveur que les Espagnols épris de démocratie, de justice et de liberté poursuivent leur œuvre dans les ténèbres de la dictature franquiste.

L'indifférence de tous ceux qui ne clament pas bien haut ce qu'ils pensent de réalités pourtant notoires, leur silence devant les douleurs d'un peuple, l'oubli volontaire des menaces que le maintien de régimes de dictature fasciste fait peser sur l'avenir de l'humanité – voilà un ensemble de chefs d'accusation irréfutables que la démocratie espagnole relève contre ces gens qui, de propos délibéré, se taisent alors que se consomment, dans une lutte héroïque, les espoirs de tout un peuple qui veut instaurer, *sans verser le sang*, le règne de la liberté et du respect mutuel dans la collectivité espagnole. Cette étude écrite avec objectivité et dictée par l'amour fervent que nous portons à notre peuple constitue un appel à la conscience universelle.

Résistance sociale

Une désillusion, quelque injuste et profonde qu'elle soit, ne suffit pas à détruire les convictions de ceux qui aiment la liberté de toutes les fibres de leur être. Les travailleurs espagnols ont donc forgé de nouvelles armes pour poursuivre le combat. Leur lutte contre le régime, dure, pénible et d'ailleurs inévitable, n'a jamais été interrompue. Pour mieux faire triompher leur cause commune, ils ont pris la décision inébranlable d'être libres. Ils le seront.

Dans la clandestinité, les travailleurs espagnols maintiennent vivants les principes du syndicalisme libre. Ils savent qu'ils ont pour eux la raison.

Le Bureau international du travail, en examinant les plaintes formulées contre le Gouvernement franquiste, n'a-t-il pas dénoncé « la contradiction fondamentale qui existe entre la législation en vigueur en Espagne et les principes de la liberté syndicale que consacrent la Constitution de l'OIT dans son préambule, la déclaration de Philadelphie et les conventions sur la liberté syndicale ? En effet, les travailleurs doivent avoir le droit de constituer à leur gré, et sans autorisation préalable, les organisations qu'ils estiment appropriées et de s'y affilier. »

Les travailleurs n'ont obtenu là qu'une victoire morale, certes, mais elle devrait effacer d'un seul coup toute la propagande mensongère que les mercenaires de Franco répandent sur l'Europe et l'Amérique en chantant les louanges de « son » syndicalisme d'Etat.

Le désir de mener des actions coordonnées contre la dictature se renforce de jour en jour, s'enracine de plus en plus profondément dans la collectivité espagnole.

Des hommes qui se réclament d'idées souvent différentes, mais jamais *totalitaires*, ont appris à se connaître, à se parler. Ces contacts humains ont ruiné la légende des « rouges » que le franquisme a répandue. Les travailleurs se sont armés contre *tous les totalita-*

ismes. Ces hommes dévoués s'attachent à vaincre la peur et le fanatisme qui dominent encore de nombreux esprits, dans l'espoir de faire éclater la vérité, de montrer ce que nous sommes, ce que nous voulons être.

Si les travailleurs ne sont pas encore parvenus à proclamer d'une seule voix le bien-fondé de leur cause, ils ont déjà réussi à coordonner des efforts inspirés par des pensées convergentes.

La résistance contre le franquisme se fait de plus en plus vive. Elle a pénétré l'école, l'université, le prétoire. Déjà elle ne s'arrête plus aux portes des églises. Elle agit dans les usines, les champs, les ateliers, les mines.

C'est de 1947 que date la première grève contre la faim et la misère qui écrasaient le monde du travail en Espagne. *Depuis lors, les grèves ont succédé aux grèves*, au prix de privations infinies et de lourdes sanctions. Celles d'avril et de mai 1963 ont coûté cher aux travailleurs de Biscaye, des Asturies, de Saragosse, de Barcelone, de Valence et d'ailleurs. *Par centaines, ils ont perdu leurs droits d'ancienneté ou leur emploi, ils ont été condamnés, assignés à résidence, emprisonnés.*

Les noms des entreprises en cause et ceux des ouvriers victimes de la dictature ont été communiqués au Bureau international du travail.

La répression n'a pas étouffé, n'étouffera pas les justes aspirations des travailleurs qui entendent vivre en êtres humains. *Qui sait même si elle ne les conduira pas à s'engager dans des chemins aujourd'hui interdits.*

Voici les objectifs, syndicaux ou politiques, que les travailleurs se sont assignés: liberté de pensée, d'opinion et de croyance; droit d'association et de réunion; liberté de parole et d'expression écrite; droit d'autodétermination, qui permette au peuple de se donner librement, et avec toutes les garanties légales voulues, la forme de gouvernement répondant le mieux, de l'avis de la majorité des Espagnols, aux coutumes et aux traditions nationales, ainsi qu'à une répartition juste et humaine de la richesse que représente le travail.

Il n'y aura pas de paix sociale ni de tranquillité des esprits en Espagne tant que le peuple ne se verra pas garantir pleinement l'exercice de son incontestable droit de vivre convenablement. Comme le disait Jaurès, l'homme qui a faim n'est pas un homme libre.

Tant que durera la dictature franquiste, il sera impossible de résoudre comme il se doit un seul des problèmes qui troublent la vie de la société espagnole. C'est pourquoi il faut avant tout combattre la dictature.

Etude de la situation sociale et économique de l'Espagne

Les *objectifs du plan de stabilisation* visaient à contenir l'inflation; à stabiliser la monnaie, à unifier les taux de change et, par tant, à stabiliser le pouvoir d'achat des salariés; à tâcher de renverser l'évolution de la balance du commerce – qui souffrait d'un déficit chronique – d'où la dévalorisation de la peseta décidée lors de la mise en route du plan; à assainir la balance des paiements, qui était presque déficitaire au début du plan; à établir des bases stables pour la réalisation d'un programme de développement économique et obtenir à cette fin l'apport de capitaux étrangers.

S'il n'est pas question de dire une fois de plus tout ce que le plan de stabilisation a coûté à la classe laborieuse, il convient cependant de rappeler qu'elle seule en a souffert et en a supporté le fardeau, par suite de la diminution du revenu des travailleurs et de l'augmentation de leurs misères. Quant aux capitalistes, loin de voir fondre leurs revenus, ils ont réalisé des profits accrus et, de plus, ils les ont encaissés en une monnaie stabilisée.

On peut considérer que, jusqu'à présent, un seul des objectifs du plan a été atteint: la stabilisation de la monnaie. Celle-ci s'est traduite par une encaisse en or et en devises que l'on peut chiffrer en gros à 1 milliard de dollars, et par l'afflux de capitaux étrangers destinés à financer les timides tentatives de réalisation d'un prétendu programme de développement. Quoi qu'il en soit, l'amélioration de la situation de la balance des paiements, grâce à l'accroissement des disponibilités en devises, ne doit pas être considérée comme un succès de la politique du gouvernement: elle est due à la conjoncture, favorable au tourisme, ainsi qu'à l'augmentation considérable des dons privés et des envois de fonds par les travailleurs espagnols occupés à l'étranger. Le plan de stabilisation avait tout d'abord contraint ces travailleurs au chômage, ou rogné le revenu qu'ils tiraient de leur emploi. Les victimes du plan n'avaient donc plus qu'à aller à l'étranger chercher du travail que leur patrie leur refusait. L'opération a été doublement rentable: elle a diminué le chômage en Espagne et elle a augmenté les rentrées de devises.

Nous avons là un exemple de misère convertie en richesse, mais en richesse qui ne profite pas aux miséreux. Tout le mérite de l'opération réside dans l'application d'un plan qui fait fi de tout sentiment, de toute préoccupation humaine ou sociale.

Inflation et circulation fiduciaire

Il est évident que la circulation monétaire doit augmenter à mesure que le niveau de la production s'élève, que la population s'accroît (selon un rapport de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, consacré au développement économique de l'Espagne, le taux général de croissance a été de 8,8%

pour la période 1950-1960) et que l'économie, prise dans son ensemble, est en expansion. En effet, on ne saurait concevoir l'accélération du rythme des activités économiques sans augmentation correspondante de la masse monétaire. Par conséquent, il convient de déduire, du montant global de l'accroissement de cette masse, la somme qu'il est raisonnable d'attribuer à la croissance normale de l'économie inévitable, même si l'expansion est très lente.

L'accroissement de la circulation fiduciaire en Espagne, qui s'était fortement gonflée pendant les six ans qui se sont écoulés de 1956 à 1961, a été freiné par le plan de stabilisation, mais la pause a été de courte durée. Très vite, le mouvement ascendant a repris: alors que, au 31 décembre 1960, 76 038 millions de pesetas étaient en circulation, il y en avait 84 853 le 31 décembre 1961 et, enfin, 103 823 le 31 décembre 1962, c'est-à-dire 15,23 milliards de plus qu'en 1961, année qui avait elle-même vu le volume de la circulation fiduciaire augmenter de 9,23 milliards par rapport à 1960. Depuis le début du siècle, seules les années 1956 et 1957, avec des augmentations de 8776,3 et 10 832 millions, respectivement, avaient enregistré des augmentations aussi importantes. Or c'est précisément de 1956 à 1958 que la pire inflation a sévi en Espagne, l'indice du coût de la vie ayant passé de 111,5 en 1956 à 123,5 en 1957 pour atteindre 140 en 1958 (1953 = 100).

La courbe de la circulation fiduciaire dans notre pays est caractérisée par deux sommets annuels: en juillet, lors de la commercialisation de la récolte du blé; en décembre, à la suite du paiement de gratifications, des achats de Noël et de la clôture annuelle des comptes.

En règle générale, ces sommets sont suivis d'un fléchissement ou du maintien de la courbe au même niveau, avec parfois une légère reprise. En 1962, en revanche, après une baisse de 70 millions en août, le volume de la circulation fiduciaire n'a cessé d'augmenter jusqu'au sommet de décembre: 103 828 millions de pesetas, nous l'avons vu.

La comparaison de la courbe de la circulation fiduciaire avec celle de l'indice du coût de la vie montre qu'elles suivent toutes deux la même évolution: la quantité des moyens de paiement en circulation s'accroît lorsque les prix montent, autrement dit quand l'inflation s'accroît. Aussi la poussée de décembre 1962 annonce-t-elle une hausse des prix qui annulera les augmentations de salaire que les travailleurs pourront avoir obtenues jusque-là.

Prix et coût de la vie

Pour mieux prouver ce que nous venons d'affirmer, examinons donc les indices des prix et du coût de la vie. Certes, nous ne disposons pas des chiffres les plus récents, et notre tableau s'arrête à octobre 1962. Ses données, relatives à l'indice des prix de gros et

à celui du coût de la vie, concernent les chefs-lieux des provinces, où le contrôle des prix est le plus serré. Ajoutons que c'est l'Institut national de statistique (INS) qui les calcule, sur la base des taux officiels, lesquels sont bien différents des prix réels.

Sur la base de l'indice 100 en 1953, les prix de gros ont passé de 156,2 en 1961 à 165,5 en octobre 1962. Durant la même période et sur la même base de 100 en 1953, le coût de la vie montait à 155,1 en 1961 et à 167,2 en octobre 1962.

Depuis octobre 1962, les indices des prix de gros et du coût de la vie ont continué leur mouvement ascendant. Les augmentations de salaire, plus apparentes que réelles, annoncées à grand fracas par la presse du régime pour faire croire à une politique sociale avancée – en sus de l'élévation du salaire minimum, porté à 60 pesetas pour huit heures de travail, dont le caudillo avait parlé dans son discours de fin d'année – ont créé un climat psychologique favorable à une montée des prix que rien ne doit pouvoir contenir. La publication *Economía Mundial*, dans son numéro du 2 mars 1963, a consacré à la question un article de fond dans lequel nous lisons : « La hausse générale des prix se poursuit à un rythme inquiétant. Elle se fait si rapide qu'elle annule les possibilités d'amélioration offertes par les chiquenaudes imprimées aux salaires et empêche de rien entreprendre de vraiment positif dans l'économie nationale avec des garanties de succès. »

Le ministre du Commerce, parlant à Murcie à la fin de mars, a affirmé lui aussi que les prix montaient de façon alarmante.

Quant à la conclusion de conventions collectives, le régime mène, dans sa presse, des campagnes de propagande vigoureuses pour soutenir que ces conventions améliorent sensiblement les gains des travailleurs; il veut y voir une preuve incontestable du vif esprit social qui anime le caudillo et son gouvernement. La triste vérité, c'est que ces conventions, dont les travailleurs font les frais, ou bien n'apportent aucun avantage important, ou bien prévoient des améliorations subordonnées à l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre; aussi ces améliorations disparaissent-elles, complètement ou partiellement, lorsque les conditions requises pour leur octroi ne sont pas remplies.

Comme le salaire minimum réel dépasse les 60 pesetas fixées à partir du 1^{er} janvier 1963, le calcul, sur la base de ce chiffre, des cotisations à la sécurité sociale entraîne une diminution du montant perçu par le travailleur, car la retenue à ce titre a presque doublé. On aboutit à ce paradoxe: la hausse du 1^{er} janvier s'est transformée pour beaucoup en une baisse que l'augmentation constante du coût de la vie ne fait qu'aggraver.

Pour M. Rueff, qui n'a pas hésité à nier que l'inflation actuelle en France et ailleurs en Europe occidentale soit imputable à l'augmentation constante des salaires nominaux, les véritables causes

de l'inflation résident dans l'accumulation des devises et dans le gonflement du crédit. A supposer – ce qui est peu vraisemblable – qu'elle provienne aussi de l'augmentation des salaires nominaux et du volume du budget national, nous allons voir qu'en Espagne ces quatre facteurs jouent actuellement de la façon suivante:

L'Institut espagnol des monnaies étrangères (IEME) disposait, au 31 décembre 1962, d'un solde d'or et de devises s'élevant *grosso modo* à 1037 millions de dollars. Bien que les soldes mensuels actifs de la balance des paiements diminuent depuis quelques mois, on peut évaluer à près de 1050 millions de dollars la réserve de devises de l'IEME. Or il faut toujours la compléter afin de créditer à ceux qui font rentrer ces devises (exportateurs, bénéficiaires de dons, etc.) la contre-valeur en pesetas de leurs avoirs.

Après la brutale contraction du crédit bancaire de 1959 – premier effet du plan de stabilisation – le volume de ce crédit a augmenté de 42 054 millions de pesetas en 1961. On peut estimer qu'en 1962 l'augmentation a été de 55 768 millions de pesetas (50 268 millions au 30 novembre 1962) par rapport aux chiffres de 1961. L'accroissement du crédit est un facteur d'inflation, surtout, comme c'est le cas en Espagne, lorsque le crédit alimente des spéculations boursières ou des investissements dans des activités qui ne visent pas essentiellement à créer de véritables sources de richesses et à améliorer la productivité dans l'industrie, l'agriculture ou les services.

Il est indéniable que les salaires nominaux ont augmenté en Espagne ces derniers temps (17,1% en 1962, aux dires de la presse franquiste). Si les augmentations de salaire provoquent partout des hausses de prix, leurs effets inflationnistes se font sentir, en Espagne, dès qu'il y a le moindre indice que les rémunérations seront ajustées et, dans cette course, les prix gardent toujours leur avance.

Les budgets du régime de Franco ne cessent de se gonfler. Le budget des dépenses a passé de 73 897,9 millions de pesetas en 1961 à 89 245,5 millions en 1962 et à 104 712,4 millions en 1963.

On voit donc que l'Etat a augmenté ses dépenses de 15 466,9 millions de pesetas en un an. Mais ce n'est certes pas au titre des logements: là, les crédits sont tombés de 2868,7 millions en 1962 à 844,6 millions en 1963. Les dépenses du Ministère de l'information et du tourisme se sont accrues de 301,7 millions (888,7 en 1962, contre 1190,4 pour 1963). Les trois ministères militaires et celui de la police absorbent 27 001,8 millions de pesetas, contre 25 017,2 en 1962. Le total de ces quatre ministères représente 24,83% du budget des dépenses. La part du Ministère de l'éducation nationale a passé de 6182,6 millions de pesetas en 1962 à 7039,2 millions cette année-là, soit 6,7% du total du budget. Celui-ci prévoit 11,6 millions pour les dépenses afférentes aux services du chef de l'Etat et 1633,8 millions pour la présidence du Conseil des ministres. Pour attirer les touristes, il faut moderniser routes et chemins de fer, d'où, pour le Ministère

des travaux publics, un budget de dépenses de 20 860,6 millions en 1963, au regard de 12 275,2 millions en 1962 et 8 323,4 millions en 1961. Ces crédits importants sont nécessaires pour rattraper le temps perdu en raison de l'incurie dans laquelle, tout récemment encore, l'Etat laissait les routes et les voies ferrées. Les organismes de la Phalange coûtent au contribuable espagnol 304,8 millions de pesetas, contre 305,3 millions en 1962 et 140,1 millions en 1961. Les dépenses de la présidence du Conseil des ministres sont en diminution, mais ce n'est pas parce que l'on aurait réalisé des économies: il s'agit simplement d'un transfert comptable. Groupées dans un nouveau chapitre, elles étaient de 716 millions en 1961, pour atteindre 3843,5 millions en 1962 et pour doubler presque en 1963, avec 6339,3 millions de pesetas. Les dépenses de l'Etat comprennent les subventions à l'Institut de colonisation et de reconstruction nationale. Elles ont augmenté de 10 112,3 millions de pesetas en 1961 à 13 553,5 millions en 1962, puis à 15 639 millions en 1963.

Mais si le budget de l'Etat fait apparaître un accroissement des dépenses pour les travaux publics et pour stimuler l'économie, il ne permet pas, en revanche, de penser que le gouvernement a songé à mieux payer les fonctionnaires, dont la situation, ainsi que l'on peut en juger même d'après la presse franquiste, est intenable, à tel point qu'elle engendre l'immoralité et la corruption.

Il est toutefois un aspect de l'influence économique de l'Etat qui ne ressort pas des budgets. Nous voulons parler des bons émis, avec sa garantie, par l'Institut national de l'industrie, et des cédules dites d'investissement qu'il émet lui-même pour couvrir les besoins financiers des banques nationalisées et d'autres organismes semi-officiels. Auparavant, l'Etat couvrait ces besoins en émettant des titres de la dette publique. L'effet inflationniste du système ne réside pas dans la nature de celui-ci, contre laquelle nous n'avons rien à objecter puisque l'Etat ne saurait rester indifférent devant le comportement déplorable du secteur privé en matière d'investissements, mais dans la politique économique du régime franquiste, qui est désordonnée, mal conçue et encore plus mal appliquée.

Les investissements privés dans le secteur agricole sont quasi nuls ou couvrent uniquement les besoins en matière de remplacement et de réparation. Les investissements créateurs de richesses – irrigation, reboisement, réforme agraire, amélioration des techniques agricoles, etc. – ne sont effectués que par l'Etat, mais à un rythme extrêmement lent, même s'ils jouent un rôle considérable en Espagne.

L'Espagne a la réputation d'être un pays essentiellement agricole. En 1960, en effet, la superficie productive était de 46 305 500 ha (dont 20 522 500 ha en terres arables et le reste en pâturages), contre une superficie improductive de 4 168 500 ha seulement.

Les travailleurs agricoles représentaient alors 40% de la population active. Bien que cette proportion ait diminué chaque année,

l'Espagne compte actuellement quelque 5 millions de personnes s'adonnant à l'agriculture, soit comme salariés, soit comme petits ou grands propriétaires.

On pourrait donc penser que, sur le plan agricole, l'Espagne couvre ses propres besoins. Or elle a importé en 1961 du bétail sur pied (alors qu'elle en exportait auparavant), des graisses et huiles et des produits végétaux divers.

Il s'ensuit que les importations représentaient 76 624 millions de pesetas en 1961, les exportations 59 714 millions, soit un déficit de 16 910 millions de la balance commerciale.

S'il est vrai que certains de ces articles ne peuvent pas être produits en Espagne, tel n'est pas le cas des matières grasses, du bétail et d'autres produits d'origine agricole.

Les chiffres qui précèdent ont pour objet de montrer combien il est urgent d'accroître les investissements publics dans l'agriculture, et non dans le secteur du tourisme et d'autres branches, beaucoup moins importants du point de vue du développement économique de l'Espagne.

L'évolution de la productivité et des salaires

Il ressort des indices publiés par l'Institut national de statistique qu'au cours de 1962 l'augmentation des salaires a été inférieure à l'accroissement de la productivité. En effet, alors que la productivité à l'heure s'est accrue, dans le secteur industriel, de 18,8%, le salaire horaire n'a progressé que de 17,7%. En outre, tandis que la production industrielle a augmenté de 13,4%, l'indice des heures effectuées a fléchi de 5,6%.

Par conséquent, outre le fait que l'augmentation relative des salaires a été inférieure à l'amélioration des revenus des entreprises due à l'accroissement de la productivité, le fléchissement de l'indice des heures effectuées révèle une nette diminution du revenu du travail. En d'autres termes, les salaires réels se sont détériorés dans le même temps où la production et la productivité accusaient des progrès.

Personne ne saurait nier la stabilité de la peseta sur les marchés étrangers, mais il ne faut pas oublier que le pouvoir d'achat de toutes les devises étrangères a diminué. Si tel n'avait pas été le cas, on aurait assisté à une baisse du cours de change de la monnaie espagnole.

De même, on ne peut contester l'état favorable de la balance des paiements. Mais ce n'est pas la conséquence d'une politique économique intelligente, visant à mettre un terme aux déficits chroniques de la balance du commerce extérieur. Pendant une grande partie de l'année 1961, en 1962 et depuis lors, la situation n'a cessé de se détériorer sur ce point. On estime actuellement à 533,1 millions de dollars le déficit en question, ce qui représenterait une augmen-

tation de 179,1% par rapport à 1961. Parallèlement, la valeur des exportations s'est accrue dans la proportion dérisoire de 3,1%.

L'Espagne a pu faire face à ses obligations grâce aux ressources suivantes: le tourisme, qui lui a rapporté des liquidités de l'ordre de 260 millions de dollars; les virements des travailleurs espagnols à l'étranger, totalisant 175,3 millions de dollars; les investissements privés à long terme, d'un montant de 161,6 millions de dollars.

Toutefois, si les revenus de l'extérieur ont augmenté de 14,6% au regard de 1961, les paiements à l'extérieur se sont accrus de 34%. Ce n'est pas là le symptôme d'une tendance bien définie à éliminer le déficit chronique de la balance du commerce!

En fin de compte, si les réserves d'or et de devises augmentent et si le cours de la peseta reste stable à l'étranger, on constate, en Espagne même, que les prix et les salaires accusent une inquiétante instabilité.

Les perspectives du plan

Sitôt après la mise en train du plan de stabilisation, le Gouvernement espagnol a entrepris l'élaboration d'un projet de plan de développement économique. Comme on sait, il a demandé à cet effet l'assistance technique de la Banque Internationale pour la Reconstruction et de Développement, qui lui a délégué une commission d'experts. Cela a abouti à un rapport de 567 pages, dans lequel ladite commission résume les résultats de son enquête sur la situation actuelle de l'économie espagnole. Si ce rapport n'est peut-être pas une réussite du point de vue technique, il a été en revanche un succès de librairie. Malgré son prix élevé, la première édition a été rapidement épuisée.

Tant les mesures que propose la commission d'experts de la Banque Internationale que celles que le Gouvernement espagnol pense appliquer ne vont pas au-delà d'une « planification indicative ». Cela n'est certes pas négligeable, et sans doute préférable à l'absence de tout planisme économique; mais un programme de cette nature, dont la réalisation pourrait être efficace dans un pays « capitaliste » dont la politique économique serait assez intelligente pour empêcher les abus des monopoles et pour garantir la libre concurrence, n'a aucune chance d'être fructueux en Espagne. En effet, rien ne se prête moins bien à une « planification indicative » que la structure monopolistique de l'économie espagnole.

A ce sujet, *Presencia*, l'organe du Syndicat des étudiants d'université, signale que les cinq entreprises les plus importantes de chaque branche d'activité contrôlent 46,81% de l'industrie électrique; 77,69% de la sidérurgie; 72,56% de l'industrie du ciment; 63,12% des opérations bancaires; plus de 70% de l'industrie du verre; plus de 40% de l'industrie du papier; 71% de l'industrie sucrière; plus de 50% de l'industrie cotonnière.

Pour éloquentes que soient les chiffres, ils sont encore bien inférieurs à la réalité. Tout d'abord, la banque domine les principaux secteurs de l'économie. Ensuite, le fait que les mêmes personnes appartiennent à plusieurs conseils d'administration conduit non seulement à des associations d'intérêts et à des ententes occultes entre entreprises, mais encore à l'hégémonie d'une seule entreprise ou d'un seul groupe financier dans chaque branche d'activité. La publication du Ministère du commerce intitulée *Información Comercial Española* dénonce, dans son numéro de janvier 1963, les tendances monopolisatrices sans précédent du groupe qui domine l'industrie des alcools, du sucre de betterave ou de canne et de ses dérivés. La société *Ebro*, qui a un capital de 275 millions de pesetas et un conseil d'administration composé de douze personnes, détient onze des douze sièges du conseil d'administration de la compagnie *La Azucarera del Gállego* et douze des dix-huit sièges du conseil de la *Compañía de Alcoholes*. C'est dire que les douze conseillers de l'*Ebro* exercent une influence déterminante au sein des conseils d'administration des deux autres entreprises. Le degré de concentration des « cinq entreprises les plus importantes de chaque branche » revêt un caractère extrêmement grave dans d'autres secteurs industriels non cités par *Presencia*. C'est ainsi qu'il est de 100% dans les branches suivantes: transformation du zinc, engrais potassiques, engrais phosphatés, automobile, houblon et pétrole.

Nous répéterons qu'il existe à côté de ces concentrations, véritables cartels nationaux, les cinq grandes banques, dont chacune domine un ou plusieurs secteurs, contrôlés par quelques personnes seulement.

Etant donné les structures industrielles et bancaires, et compte tenu de la psychologie du capitalisme, surtout en Espagne, un plan de développement économique à titre indicatif serait un simple coup d'épée dans l'eau.

Il ressort par exemple de données publiées par l'*Economía Mundial* (numéro du 9 février 1963) que l'industrie sidérurgique avait accumulé 275 000 t de produits laminés, 250 000 t de lingots de fer et 110 000 t de coke métallurgique, d'où un fléchissement de l'activité dans les fonderies. Or il est apparu que les produits laminés et les lingots de fer avaient été vendus, en Espagne même, par des fabricants étrangers à des prix inférieurs à ceux des produits espagnols correspondants, malgré les droits de douane et les frais de transport. Pour résoudre le problème, le groupe sidérurgique obtint du gouvernement des mesures protectionnistes, sous la forme d'un relèvement des droits de douane.

Des situations semblables se sont produites avec les engrais, les tracteurs, le ciment, etc. Les groupes économiques de pression ont toujours gagné la partie en obtenant du gouvernement une protection douanière et le contingentement des produits étrangers similaires.

On ne saurait raisonnablement attendre du Gouvernement franquiste qu'il procède aux réformes de structure propres à créer les conditions nécessaires à une planification indicative. C'est pourquoi le plan de développement économique est loin d'être la panacée qui remédiera au désordre économique dont souffre l'Espagne. Et il en ira ainsi tant que durera le régime franquiste.

En attendant...

En attendant, la classe laborieuse restera dans la misère, le régime des bas salaires se maintiendra et les impôts, indirects et directs, continueront à écraser les travailleurs, puisqu'un célibataire gagnant 2500 pesetas par mois doit abandonner au fisc 225 pesetas au titre de l'impôt sur le revenu. De même, les ouvriers à la retraite continueront à toucher des pensions absolument dérisoires. C'est ainsi qu'on a pu lire, dans le numéro du 3 mars 1963 du journal *Región*, d'Oviedo, qu'il y avait dans le secteur de Felguera, centre industriel et minier des Asturies, des pensionnés qui doivent vivre avec 360 pesetas par mois, soit 12 pesetas par jour. Le même périodique signale, comme si cela était un cas extraordinaire, qu'un mineur touche, après cinquante-deux ans de service, une pension mensuelle de 640 pesetas, soit 21,33 pesetas par jour. Alors que le kilo de veau coûte 100 pesetas, on conçoit que le régime franquiste ne donne guère l'occasion aux ouvriers pensionnés de faire des excès de table!

En attendant, les bénéfices distribués par les entreprises continueront à augmenter. Chaque année, en effet, les dividendes nominaux – et ceux, plusieurs fois supérieurs, qui découlent des augmentations de capital – sont plus élevés. Bien entendu, les statistiques officielles cachent ce fait aux millions de travailleurs qui sont condamnés, en raison de leurs salaires lamentables, à un régime d'extrême austérité.

A ceux qui désirent échapper à cette misère, l'Allemagne, la France et la Suisse ouvrent leurs frontières, mais sans leur offrir toujours la possibilité de mener une existence digne de la personne humaine.

Conclusions politiques

Lorsqu'on parle à certaines personnes de la triste situation à laquelle est soumise la grande majorité du peuple espagnol, composée d'adversaires du franquisme, elles vous répondent souvent: on conquiert la liberté, on ne la demande pas. Cela est vrai jusqu'à un certain point. Dans le cas de l'Espagne, toutefois, c'est un peu comme si 'on adjurait un malade de guérir dans le même temps où on le priverait des médicaments tout en aggravant les causes de sa maladie.

Je considère pour ma part que les peuples qui ont été soumis pendant de longues années à une dictature politique peuvent dif-

facilement se libérer eux-mêmes du régime qui les opprime sur les plans culturel et économique *s'il ne se produit pas des événements extérieurs leur permettant de rompre en mille morceaux les chaînes qui les lient.*

La carte politique de l'Europe confirme pleinement ma pensée. Le drame de la Hongrie reste gravé dans ma mémoire. Les Italiens et les Allemands se sont libérés du fascisme parce que les dirigeants fascistes ont perdu la guerre qu'ils avaient déclenchée. La résistance française contre l'envahisseur et contre le fascisme n'a pu triompher que grâce au concours illimité des Alliés. Voilà la vérité.

La politique suivie envers le général Franco *par tous les gouvernements représentatifs des peuples qui ont gagné la guerre contre le fascisme en 1945* constitue – personne n'en doute – l'obstacle le plus difficile à vaincre pour obtenir la libération du peuple espagnol. D'où l'insistance que je mets à défendre et à propager cette évidence. Le 4 mars 1946, les gouvernements de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de la France ont déclaré: « Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans les affaires de l'Espagne. C'est aux peuples mêmes qu'il appartient de forger leur destin. Nous espérons que les Espagnols sincèrement patriotes et libéraux pourront provoquer la démission de Franco, la suppression de la Phalange et l'établissement d'un gouvernement provisoire permettant à la population de se donner librement le régime de son choix. »

Cette déclaration d'apparence solennelle est restée à tel point lettre morte – à l'instar de ce qui s'est passé avec la fameuse « non-intervention » – qu'elle n'a servi qu'à porter préjudice aux démocrates espagnols. En effet, alors que la non-intervention a permis une *réhabilitation de fait* de Franco et de son régime, celui-ci a reçu, des gouvernements libéraux de l'Europe et de l'Amérique du Nord, une aide économique, politique, militaire et morale qui a servi, pendant des années, de prétexte à la propagande communiste en Espagne.

On a toléré – avec la complicité tacite de l'Union soviétique – l'entrée de l'Espagne franquiste aux Nations Unies et, en vertu des statuts de cette organisation, dans toutes les institutions internationales qui en dépendent.

Sans avoir rien modifié de sa doctrine, ni humanisé sa politique, le régime justement accusé en 1946 a été élevé, par ses propres accusateurs, au rang de régime respectable et respecté.

Cette suite d'erreurs historiques a eu des répercussions profondes au sein de la résistance espagnole, car les concessions immorales qui ont été faites à un dictateur l'ont été précisément à un moment où ladite résistance commençait à se manifester publiquement.

En Espagne, des hommes et des femmes sont emprisonnés parce qu'ils lisent, commentent ou diffusent la presse démocratique. Ils sont persécutés et condamnés lorsqu'ils propagent la liberté syn-

dicale et défendent le droit de grève. On ne leur permet pas de lire et d'écrire librement. On les empêche par tous les moyens de développer leur personnalité.

Un tel régime n'a absolument rien de commun avec la démocratie. La seule politique à suivre est celle qui consiste à l'isoler. Pour « notre » Espagne, celle que nous n'oublions pas, il n'existe qu'une seule solution: rendre au peuple les libertés qu'il a perdues et permettre à la nation de forger elle-même son destin. L'organisme politique capable de remplir cette mission est constitué. Le moment est venu de résoudre pacifiquement le problème espagnol. L'Espagne traverse actuellement une des périodes les plus difficiles de son histoire. Il s'agit pour elle d'être ou de ne pas être. Une nation privée de liberté n'est pas une nation.

Que les gouvernements cessent de servir les intérêts du franquisme, qui ne sont et n'ont jamais été ceux de l'Espagne, en se persuadant que le peuple saura, sans effusion de sang, secouer la tyrannie, enraciner la liberté dans le sol hispanique et associer la patrie à l'œuvre de progrès et de solidarité de la démocratie universelle!

Au fil de l'actualité

Par Claude Roland

Modernisation de la presse syndicale

Les différentes fédérations affiliées à l'Union syndicale suisse font un effort méritoire pour améliorer la présentation technique de leur périodique. C'est ainsi par exemple que l'organe de langue allemande de la Fédération suisse des ouvriers du textile et de fabrique se présente sous un nouveau titre: *Gewerkschaft – Textil – Chemie – Papier*, adapté à la nouvelle raison sociale adoptée lors du dernier congrès de cette fédération. L'excellente mise en pages, très aérée, s'harmonise à ce nouveau titre en bleu d'une belle allure typographique. La nouvelle présentation graphique rendra certainement la lecture de cet excellent hebdomadaire syndical plus attrayante encore.

Notons qu'un effort analogue avait déjà été effectué dans l'édition française, rédigée par notre ami Kustermann, sous le titre: *L'Ouvrier de Fabrique Textile – Chimie – Papier*.

De même, *Le Relieur et Cartonniér*, organe de la Fédération suisse des ouvriers relieurs et cartonniers, a fait peau neuve. Il se présente en effet au début de janvier sous un nouveau titre illustré, avec une nouvelle mise en pages, où les blancs reposants alternent avec les